ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérier, le 26 février 1971, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant les types de règlements communaux relatifs à l'organisation des services communaux d'incendie", a donné le 5 avril 1971 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 26e februari 1971 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de modellen van gemeentelijke reglementen betreffende de organisatie van de gemeentelijke brandweerdiensten", heeft de 5e april 1971 het volgend advies gegeven :

A l'article ler du projet d'arrêté royal, les mots "en conformité avec" devraient être remplacés par les mots "conformément à".

*
* *

L'article 2 du projet d'arrêté royal devrait être rédigé comme suit :

"Article 2.-

Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 3 juillet 1936 approuvant les types de règlement organique pour les corps communaux de sapeurs-pompiers professionnels et de sapeurs-pompiers volontaires;

2° l'arrêté royal du 17 septembre 1937 qui est relatif à l'organisation générale des services communaux d'incendie".

ANNEXES.

Il est indispensable de publier les annexes en même temps que l'arrêté en projet.

*
* *

Le Conseil d'Etat s'est abstenu, de manière générale, de faire des observations de pure forme au sujet de la rédaction des annexes, qui devrait être revue.

*
* *

.../...

Article 17 de l'annexe I et article 21 des annexes II et III.

A l'article 17 de l'annexe I et à l'article 21 des annexes II et III, in fine, la portée de la référence à l'article 117 de la loi du 14 février 1961, dite loi unique, manque de précision.

Compte tenu de l'intitulé de la section I, ainsi que de la rédaction du début de l'article ("il est mis fin aux fonctions ..."), on peut supposer que le projet concerne uniquement la cessation définitive des fonctions, prévue à l'article 117 en cas d'incapacité définitive de l'intéressé d'exercer ses fonctions. Il est toutefois également possible que le projet prenne en considération le système de l'article 117 dans sa totalité et notamment le cas de l'incapacité temporaire justifiant la mise à la pension temporaire des intéressés; l'emploi du pluriel ("dans les cas visés ...") justifierait cette seconde interprétation.

Une précision à ce sujet est indispensable.

Si l'intention du Gouvernement est de prévoir uniquement la cessation définitive des fonctions en cas d'incapacité définitive, le dernier alinéa du texte proposé ci-après pour l'article 17 pourrait être rédigé comme suit :

"Les fonctions des membres du service d'incendie prennent également fin en cas d'incapacité définitive de l'intéressé de remplir ses fonctions, telle qu'elle est prévue à l'article 117 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier et dans l'arrêté royal du 20 février 1963 suspendant et réduisant les effets de certaines des règles contenues dans

.../...

l'article 117 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier".

Si, par contre, le projet entend se référer au système de l'article 117 dans sa totalité, on devrait rédiger comme suit le dernier alinéa :

"Les fonctions des membres du service d'incendie prennent également fin, soit définitivement , soit à titre temporaire, en cas d'incapacité de l'intéressé de remplir ses fonctions, telle qu'elle est prévue à l'article 117 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier et dans l'arrêté royal du 20 février 1963 suspendant et réduisant les effets de certaines des règles contenues dans l'article 117 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier".

Il convient en tous cas d'observer que les membres volontaires, n'étant pas agents de la commune, ne bénéficient pas de plein droit de la pension prématurée qui fait l'objet de l'article 117 de la loi du 14 février 1961.

Le texte de l'article 17 serait plus clairement rédigé comme suit :

"Article 17.-

Les fonctions des membres du service d'incendie prennent fin par démission volontaire, démission d'office ou révocation.

La démission volontaire est soumise à la même réglementation que celle qui est applicable aux autres agents communaux.

.../...

Lorsque l'intéressé cesse de remplir une des conditions fixées à l'article 7, la démission d'office est prononcée par l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination.

La révocation est prononcée par le conseil communal. Elle est subordonnée à l'approbation du gouverneur de la province en ce qui concerne les officiers, et à celle de la Députation permanente en ce qui concerne les autres membres du service.

Les fonctions des membres du service d'incendie prennent également fin ... (voir avis)".

Article 18 de l'annexe I et article 25 des annexes II et III.

Par ces articles, le projet impose au conseil communal la délégation au collège échevinal de certains pouvoirs de réglementation.

Conformément aux articles 75 et 78 de la loi communale, c'est au conseil communal et non pas au collège échevinal qu'il appartient d'établir les règlements d'administration intérieure. L'article 13 de la loi du 31 décembre 1963 ne donne pas au Roi le pouvoir d'obliger le conseil communal à déléguer certains de ses pouvoirs au collège des bourgmestre et échevins.

Article 20 de l'annexe I et article 27 des annexes II et III.

Il est proposé de rédiger la finale en ces termes : "... opérations de secours pour lesquelles ils sont requis".

.../...

Article 23 de l'annexe I et article 30 des annexes II et III.

Il ressort du rapprochement de l'article 23 de l'annexe I et de l'article 30 des annexes II et III que la prolongation des prestations ne peut en principe être imposée qu'aux seuls professionnels. Toutefois, en cas de sinistre grave, l'ordre de rejoindre immédiatement le casernement peut être donné aussi bien aux volontaires qu'aux professionnels. On rendrait la disposition plus claire en faisant suivre, à l'article 30 des annexes III et III, les mots "les membres du personnel" des mots "tant volontaire que professionnel".

Article 33 de l'annexe I et article 46 des annexes II et III.

Il y aurait lieu de prévoir une disposition indiquant la composition du matériel. Cette disposition pourrait constituer un article 33bis ou 46bis et être rédigée, mutatis mutandis, de la même manière que l'article 5 de l'annexe I et l'article 6 des annexes II et III.

Article 54 des annexes II et III.

En réservant aux seules compagnies belges l'assurance contre les accidents survenus aux volontaires, le projet s'écarte des règles formulées dans le traité de Rome instituant la Communauté économique européenne; il méconnaît plus particulièrement le principe de la prohibition de toute discrimination fondée sur la nationalité des entreprises.

.../...

On observera à cet égard que l'arrêté royal du 13 juillet 1970, pris en exécution de la loi du 3 juillet 1967, ne comportait pas une telle limitation (voir article 27).

Il conviendrait dès lors de supprimer, dans l'alinéa 1er, le mot "belge" figurant entre "société" et "agréée".

A l'alinéa 4 du même article 54, et compte tenu du but de la disposition qui est d'assurer une réparation équivalente à celle qui résulterait de l'application de la loi du 3 juillet 1967 et de l'arrêté royal du 13 juillet 1970, il est suggéré d'ajouter, après "en cas d'accident", les mots "en tenant compte dans toute la mesure du possible de la rémunération attachée à la profession principale de l'intéressé".

Par ailleurs, les alinéas 3 et 4 manquent de clarté et seraient mieux rédigés comme suit :

"Elle assure aux membres volontaires du service une réparation au moins équivalente à celle qui serait due si les dispositions de la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail dans le secteur public et de l'arrêté royal d'exécution du 13 juillet 1970 leur étaient applicables. Elle est, en ce qui concerne l'assimilation au régime de réparation dans ledit secteur public, calculée sur une rémunération hypothétique permettant une indemnisation décente en cas d'accident, en tenant compte dans toute la mesure du possible de la rémunération attachée à la profession principale de l'intéressé.

.../...

La même police couvre la responsabilité civile de la commune du lieu de l'accident et est conclue pour un montant de 10.000.000 de francs au moins par victime".

In de Franse tekst van artikel 1 van het ontwerp-koninklijk besluit vervange men "en conformité avec" door "conformément à".

*
* *

Artikel 2 van het ontwerp-koninklijk besluit dient als volgt te worden geredigeerd :

"Artikel 2.-

Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 3 juli 1936 tot goedkeuring van de modellen van grondreglement voor de gemeentelijke korpsen van beroeps- en van vrijwillige brandweermannen ;

2° het koninklijk besluit van 17 september 1937 betreffende de algemene organisatie van de gemeentelijke brandweerdiensten".

BIJLAGEN.

Gelijktijdige bekendmaking van het ontworpen besluit en van de bijlagen is volstrekt noodzakelijk.

*
* *

De Raad van State heeft zich over het algemeen onthouden van vormopmerkingen over de redactie van de bijlagen, die toch enige herziening behoeft.

*
* *

.../...

Artikel 17 van bijlage I en artikel 21 van de bijlagen II en III.

Het is niet geheel duidelijk welke in artikel 17 van bijlage I en in artikel 21 van de bijlagen II en III, in fine, precies de strekking is van de verwijzing naar artikel 117 van de wet van 14 februari 1961, de zogenaamde eenheidswet.

Het opschrift van de afdeling I en het begin van het artikel "Aan het ambt ... wordt een einde gemaakt ..." wettigen de veronderstelling dat het ontwerp alleen doelt op de definitieve ambtsneerlegging die in artikel 117 is bepaald voor het geval dat de betrokkene definitief ongeschikt is om zijn ambt te vervullen. Mogelijk is echter ook dat in het ontwerp aan het gehele systeem van artikel 117 is gedacht, dus mede aan het geval van tijdelijke ongeschiktheid die tijdelijke oppensioenstelling van de betrokkenen verantwoordt; de meervoudsvorm (in de gevallen bedoeld in ...) levert grond op voor de tweede interpretatie.

Verduidelijking is hier geboden.

Denkt de Regering alleen aan de definitieve ambtsneerlegging bij definitieve ongeschiktheid, dan ware het laatste lid van de hierna voor artikel 17 in overweging gegeven tekst als volgt te stellen :

"Het ambt van de leden van de brandweerdienst eindigt eveneens wanneer de betrokkene definitief ongeschikt is tot het vervullen van zijn ambt, als bepaald in artikel 117 van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel en in het

.../...

koninklijk besluit van 20 februari 1963 houdende schorsing en beperking van de uitwerking van zekere regelen welke artikel 117 van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel inhoudt ".

Wil men daarentegen naar het gehele systeem van artikel 117 verwijzen, dan moet het laatste lid als volgt worden gelezen :

"Het ambt van de leden van de brandweerdienst eindigt eveneens hetzij definitief hetzij tijdelijk wanneer de betrokkene ongeschikt is tot het vervullen van zijn ambt, als bepaald in artikel 117 van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel en in het koninklijk besluit van 20 februari 1963 houdende schorsing en beperking van de uitwerking van zekere regelen welke artikel 117 van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel inhoudt".

Hoe het ook zij, er dient te worden opgemerkt dat vrijwillige leden die geen gemeenteambtenaar zijn niet van rechtswege in aanmerking komen voor het vervroegde pensioen waarvan sprake in artikel 117 van de wet van 14 februari 1961.

.../...

De volgende lezing voor artikel 17 ware duidelijker :

"Artikel 17.-

Het ambt van de leden van de brandweerdienst eindigt door vrijwillig ontslag, ontslag van ambtswege of afzetting.

Ter zake van vrijwillig ontslag geldt dezelfde regeling als voor de andere gemeenteambtenaren.

Legt de betrokkene zijn ambt neer onder de voorwaarden bepaald in artikel 7 dan wordt door de benoemende overheid ontslag van ambtswege uitgesproken.

Afzetting wordt uitgesproken door de gemeenteraad. Zij behoeft goedkeuring van de provinciegouverneur voor de officieren en van de bestendige deputatie voor de andere leden van de dienst.

Het ambt van de leden van de brandweerdienst eindigt eveneens ... (zie advies)".

.../...

Artikel 18 van bijlage I en artikel 25
van de bijlagen II en III.

Met die artikelen verplicht het ontwerp de gemeenteraad sommige van zijn verordenende bevoegdheden aan het schepencollege over te dragen.

Vaststelling van reglementen van inwendig bestuur is overeenkomstig de artikelen 75 en 78 van de gemeentewet zaak van de gemeenteraad, niet van het schepencollege. Artikel 13 van de wet van 31 december 1963 staat de Koning dan ook niet toe de gemeenteraad te verplichten tot het overdragen van sommige van zijn bevoegdheden aan het college van burgemeester en schepenen.

Artikel 20 van bijlage I en artikel 27
van de bijlagen II en III.

Voorgesteld wordt het slot als volgt te lezen : "voor de hulpoperaties waartoe zij worden opgevorderd".

Artikel 23 van bijlage I en artikel 30
van de bijlagen II en III.

Uit een vergelijking van artikel 23 van bijlage I en artikel 30 van de bijlagen II en III volgt dat langere prestaties in beginsel alleen van de beroepsleden kunnen worden gevergd. Voor ernstige schadegevallen kan echter zowel aan de vrijwilligers als aan de beroepsleden bevel worden gegeven zich dadelijk naar het kazernement te

.../...

begeven. De bepaling zou aan duidelijkheid winnen indien in artikel 30 van de bijlagen II en III na het woord "personeelsleden" de woorden "zowel de vrijwilligers als de beroepsleden" werden ingevoegd.

Artikel 33 van bijlage I en artikel 46 van de bijlagen II en III.

Een bijzondere bepaling zou de samenstelling van het materieel moeten aangeven. Daaraan zou een artikel 33bis of 46bis kunnen worden gewijd dat mutatis mutandis kan worden geformuleerd zoals artikel 5 van bijlage I en artikel 6 van de bijlagen II en III.

Artikel 54 van de bijlagen II en III.

Waar het ontwerp de ongevallenverzekering voor de vrijwilligers uitsluitend in handen van Belgische maatschappijen geeft, wijkt het af van de regels die in het verdrag van Rome tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap zijn neergelegd en miskent het bepaaldelijk het beginsel dat iedere discriminatie op grond van de nationaliteit van de ondernemingen verbiedt.

In dit verband zij opgemerkt dat het koninklijk besluit van 13 juli 1970, vastgesteld ter uitvoering van de wet van 3 juli 1967, zulk een beperking niet bevatte (zie artikel 27).

Het woord "Belgische" tussen "erkende" en "verzekeringsmaatschappij" in het eerste lid moet dus achterwege blijven.

.../...

Het vierde lid van hetzelfde artikel 54 wil zorgen voor een schadeloosstelling van dezelfde waarde als zou volgen uit de toepassing van de wet van 3 juli 1967 en het koninklijk besluit van 13 juli 1970. Daarom ook wordt in overweging gegeven aan het eind van die bepaling toe te voegen : "waarbij zoveel mogelijk rekening wordt gehouden met de aan het hoofdberoep van de betrokkene verbonden bezoldiging".

Het mangelt de alinea's 3 en 4 overigens aan duidelijkheid. Ze zouden beter als volgt worden geredigeerd :

"Zij waarborgt de vrijwillige leden van de dienst een schadelloosstelling van ten minste gelijke waarde als verschuldigd zou zijn indien op hen toepasselijk waren de bepalingen van de wet van 3 juli 1967 houdende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen in de overheidssector en van het ter uitvoering daarvan vastgestelde koninklijk besluit van 13 juli 1970. Zij wordt, wat betreft de gelijkstelling met de regeling inzake schadevergoeding voor de overheidssector, berekend naar een hypothetische bezoldiging die bij ongeval een behoorlijke schadeloosstelling waarborgt, waarbij zoveel mogelijk rekening wordt gehouden met de aan het hoofdberoep van de betrokkene verbonden bezoldiging.

Die polis dekt de burgerlijke aansprakelijkheid van de gemeente waar het ongeval plaats heeft gehad en wordt gesloten voor een bedrag van ten minste 10.000.000 frank per getroffene".

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : de Heren :	G. VAN BUNNEN,	conseiller d'Etat, staatsraad,	président, voorzitter,
	J. MASQUELIN,	conseillers d'Etat,	
Madame : Mevrouw :	G. CISELET,	staatsraden,	
Messieurs : de Heren :	R. PIRSON, F. RIGAUX,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	M. JACQUEMIJN,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.
Le rapport a été présenté par M.J.P. HAESAERT, substitut de l'auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.
Het verslag werd uitgebracht door de H. J.P. HAESAERT, substituut-auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) M. JACQUEMIJN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G. VAN BUNNEN.